



**ETUDES SUR  
LA CROISSANCE ET L'EQUITE**

**UN SOCLE  
SOCIAL POUR  
APPROFONDIR  
LA  
CONVERGENCE  
EUROPEENNE**



## Résumé

### *La crise économique a accentué l'hétérogénéité socio-économique des Etats membres de l'UE...*

La promotion de la convergence économique et sociale entre les Etats membres de l'UE est au cœur du projet d'intégration européenne. Pourtant, une analyse approfondie des principaux indicateurs montre que les Etats membres de l'UE divergent en termes de performances socio-économiques ou convergent vers une détérioration de leurs résultats, avec un creusement des inégalités et une aggravation des déséquilibres structurels. Cette évolution a été accentuée par la crise économique et financière de 2008 et par la crise de la dette souveraine en 2010. Ainsi, alors qu'en 2007 le ratio entre les taux de chômage le plus élevé et le plus faible dans l'UE était de 3 pour 1 (entre la Slovaquie et le Danemark), les chiffres les plus récents indiquent un ratio dépassant 5 pour 1 (entre la Grèce et l'Allemagne). De la même manière, malgré une tendance positive à la convergence en matière d'inégalité des revenus et de pauvreté avant la crise – principalement due aux progrès réalisés par les Etats membres ayant rejoint l'UE en 2004 ou après – la tendance générale au cours des quinze dernières années laisse apparaître une convergence vers de plus hauts niveaux de pauvreté et d'inégalité pour l'UE dans son ensemble. Cette évolution était étayée par un fort degré d'hétérogénéité en matière de croissance économique parmi les Etats membres au cours de cette période.

### *... aggravée par des déséquilibres affectant les facteurs structurels qui pourraient s'intensifier à l'avenir.*

La nature changeante du travail n'augure rien de bon en ce qui concerne la divergence qui prévaut entre Etats membres. Sans une bonne gestion, l'intensification des nouvelles technologies et la fragmentation croissante de la production peuvent exacerber la polarisation des revenus au sein des pays et les écarts de revenus entre les Etats membres de l'UE. D'ores et déjà, au cours de la décennie écoulée, les emplois manufacturés ont connu un déclin dans un grand nombre de pays européens, qui s'est notamment accompagné d'un recul avéré de l'emploi dans les professions semi-qualifiées et moyennement rémunérées. Simultanément, la fréquence du travail temporaire et du travail à temps partiel – souvent de nature involontaire – a considérablement augmenté, avec un risque de pauvreté parmi ces travailleurs deux à trois fois plus élevé que pour les personnes employées à plein temps et de manière permanente. En outre, les modèles de travail traditionnels sont remis en question par une plus grande diversification des formes atypiques d'emploi et de nouvelles formes de travail émergent, brouillant les frontières entre emploi salarié et travail indépendant, nécessitant une clarification juridique accrue quant au statut professionnel du travailleur et à la responsabilité des employeurs. Des mesures positives peuvent être prises pour résoudre ces problèmes – au moins dans une certaine mesure – sous l'égide de l'UE elle-même.

Ces tendances révèlent un certain déséquilibre dans le processus de gouvernance socio-économique européenne. Contrairement aux procédures contraignantes établies pour contrôler et corriger la situation macro-économique des Etats membres, les mécanismes de coordination dits «non contraignants», utilisés dans le domaine social et de l'emploi, n'ont pas abouti à une harmonisation par le haut. Dans ces domaines, la coordination des politiques serait plus efficace si elle s'appuyait sur des conditions sociales communes à tous les Etats membres. En mettant au premier plan les performances sociales et d'emploi des Etats membres, le Socle européen des droits sociaux offre l'occasion d'établir un cadre de gouvernance plus équilibré de l'UE.

Enfin, la divergence socio-économique tient aussi à la nature hétérogène de la résilience asymétrique des Etats membres, soit en raison d'institutions du marché du travail contrastée, soit d'aptitudes différentes à faire face à l'affaiblissement de la demande globale. Par exemple, si les politiques actives du marché du travail (PAMT) remplissent une fonction anticyclique positive, leur importance – ainsi que la couverture et l'adéquation des allocations chômage – varie à travers l'UE. De la même manière, en l'absence de capacités budgétaires au niveau de l'UE, les pays membres de l'Union économique et monétaire (UEM) qui sont confrontés à une détérioration

de leur situation économique n'ont guère de marges de manœuvre puisque leur politique budgétaire est encadrée par les règles strictes du Pacte de croissance et de stabilité. Une approche à l'échelle de l'UEM, visant à soutenir les membres de la zone euro confrontés à une croissance faible, permettrait de renforcer la résilience de tous les membres tout en évitant aux plus faibles de connaître des dévaluations internes en cascade qui se traduisent souvent par un accroissement du chômage et des disparités sociales.

### *L'instauration d'un socle européen des droits sociaux pourrait tirer les résultats socio-économiques vers le haut ...*

Les personnes qui vivent dans l'UE bénéficient de toute une gamme de droits sociaux conférés par la législation nationale et le droit européen, ainsi que par les traités régionaux et internationaux que les Etats membres ont ratifiés, y compris la Charte sociale européenne et les conventions de l'OIT. En favorisant une approche commune à l'échelle de l'UE, le socle européen des droits sociaux proposé par le Président Juncker pourrait garantir aux habitants de l'UE qu'ils jouissent pleinement de leurs droits.

La convergence vers de meilleurs résultats socio-économiques, s'appuyant sur ce socle, pourrait servir de fondement à une Europe plus intégrée et plus stable et à une Union économique et monétaire pleinement fonctionnelle. De plus, harmoniser les situations socio-économiques par le haut est une condition nécessaire pour apporter un appui politique et sociétal à la poursuite de la construction de l'UE. Il est dès lors impératif que l'UE continue de lutter collectivement pour faire progresser tous ses membres dans les domaines économique, social et de l'emploi.

### *... en renforçant les droits existants et en améliorant les conditions sociales dans l'UE...*

Divers leviers politiques et institutionnels au niveau de l'UE, s'inspirant pour la plupart des normes internationales du travail, pourraient conforter les droits existants, améliorer les conditions sociales et instaurer une convergence ascendante dans les domaines du social et de l'emploi. Un certain nombre de domaines importants, ni exclusifs ni exhaustifs, peuvent être pris en considération à cet égard:

- *Salaires minimum*: Une approche équilibrée d'une politique du salaire minimum basée sur les principes inscrits dans les instruments de l'OIT pourrait limiter la pauvreté au travail dans l'UE et contribuer à réduire l'étendue de la concurrence par des bas salaires tout en promouvant les entreprises durables et le développement économique. La participation directe des partenaires sociaux à la fixation de son taux et à son ajustement peut aboutir à de meilleurs résultats, applicables, et qui préservent et favorisent à leur tour la cohésion sociale.
- *Revenu minimum*: L'instauration d'un revenu minimum adéquat, garanti au niveau national, couvrant autant de personnes que possible, s'appuyant sur les obligations nées des traités européens et de l'OIT, et faisant partie intégrante des systèmes nationaux de protection sociale, contribuerait à ce que personne ne soit laissé pour compte dans l'UE. Tenant compte de la grande diversité des systèmes existant dans les Etats Membres de l'UE, une approche commune pourrait privilégier (i) la garantie d'une couverture effective de tous ceux qui en ont besoin, (ii) l'adéquation des prestations fournies pour leur permettre de vivre dans la dignité et (iii) la participation des partenaires sociaux et d'autres organisations concernées pour concevoir et évaluer ces systèmes.

- *Conciliation du travail et de la vie familiale:* Une coordination politique accrue à l'échelle de l'UE pour concilier travail et vie familiale conformément aux normes de l'OIT pourrait améliorer le niveau de vie, réduire les inégalités et les disparités entre hommes et femmes. Les politiques de conciliation du travail et des responsabilités familiales se sont révélées efficaces pour accroître la participation des femmes à la vie active dans plusieurs Etats membres de l'UE et pour influencer les tendances à long terme en matière de population et de main-d'œuvre. Les principes essentiels sur lesquels promouvoir une approche commune au niveau de l'UE pourraient encourager les hommes à s'impliquer dans les soins, favoriser l'investissement dans les services à la personne, et promouvoir les accords d'entreprise à travers le dialogue social et la négociation collective.
- *Promotion de l'emploi et protection des chômeurs:* Le renforcement des liens entre les politiques actives du marché du travail et les prestations chômage apporte une aide aux revenus indispensable, augmente le niveau de qualifications et agit comme un stabilisateur économique efficace. Ainsi, améliorer l'efficacité des dispositifs d'indemnisation des chômeurs tout en promouvant l'emploi et l'employabilité est un objectif important pour les Etats membres de l'UE. Une stratégie intelligente de comparaison des PAMT et des allocations chômage au niveau de l'UE devrait être axée sur la demande et s'adapter aux cycles économiques comme aux caractéristiques et aux contextes particuliers des pays. Cela suppose de s'intéresser à la fois au niveau des dépenses et, par conséquent, à la couverture selon les pays, et à la qualité des services dispensés. Les principes sur lesquels s'appuyer pour renforcer l'harmonisation par le haut des indemnités de chômage pourraient suivre un cadre à la fois quantitatif et qualitatif, intégrant les normes de l'OIT concernées qui sont largement ratifiées par les Etats membres de l'UE.
- *Perfectionnement des compétences:* La vitesse et la nature de la mondialisation, l'évolution technologique, les changements dans l'organisation du travail et les tendances démographiques ont de profondes répercussions sur le monde du travail. Les politiques axées sur le capital humain et le développement des compétences sont essentielles pour transformer ces changements structurels en autant de chances pour tous, et pour accroître les niveaux de productivité et la qualité de vie dans l'UE. En plus des compétences techniques, l'éducation et la formation peuvent améliorer les capacités sociales et sont de ce fait des éléments centraux de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Fondés sur les normes pertinentes de l'OIT, les principes fondamentaux sur lesquels bâtir une convergence à la hausse au niveau de l'UE concernent l'anticipation des besoins de qualifications et l'adaptation des politiques, le renforcement du rôle de la formation et de l'apprentissage en milieu de travail, et l'amélioration de l'adaptabilité des lieux de travail.

***... tout en offrant une occasion unique d'intégrer un dialogue social efficace et inclusif dans la gouvernance de l'UE.***

Au centre du projet d'intégration européenne, le dialogue social demeure essentiel pour établir un consensus. Tandis que la dynamique du dialogue social est inégale parmi les Etats membres de l'UE, il est de l'intérêt d'un avenir européen commun d'investir dans un dialogue efficace et inclusif. Comme l'ont souligné les partenaires sociaux de l'UE, davantage d'attention devrait être accordée à la reconnaissance, à la promotion et au respect des processus de dialogue social et de leurs résultats. En outre, forger un consensus politique pour une Europe plus convergente pourrait contribuer à restaurer la confiance des peuples dans le projet européen.